

Notes de lecture



Ouroussoff Alexandra, *Triple A, Une anthropologue dans les agences de notation*, Paris, Belin, 2013.

Par Jean-Luc Metzger, RT 30

En ces temps de crise perpétuelle où l'on ne sait plus s'il faut incriminer la voracité des acteurs économiques ou la compromission du personnel politique, voilà un livre particulièrement bien venu pour comprendre, en 140 pages, les représentations dominantes parmi les décideurs de la finance internationale. Particulièrement clair (grâce à une traduction¹ remarquable d'Aurélien Blanchard) pour être accessible aux béotiens de la finance, *Triple A* s'appuie sur une enquête ethnographique conduite par Alexandra Ouroussoff parmi les analystes des agences de notation et les directeurs financiers des grands groupes cotés.

Son originalité est double. D'une part, elle essaye de comprendre la genèse et les conséquences de l'incompréhension mutuelle qui semble caractériser, depuis une vingtaine d'années, les relations entre ces deux catégories d'acteurs économiques particulièrement influentes. D'autre part, elle mobilise, pour cet effort de clarification, une démarche tenant à la fois de l'induction – les entretiens des informateurs privilégiés sont longuement disséqués au travers d'un réseau serré d'hypothèses – et de la prise en compte des dynamiques historiques ayant traversé le champ de la finance internationale.

Au cœur de la problématique, l'auteur place la croyance, dorénavant bien ancrée chez les analystes, salariés des agences de notation, selon laquelle le moteur du profit résiderait dans la maîtrise des risques financiers. Or, nous rappelle l'auteur, jusque dans les années 1980, le consensus chez les spécialistes consistait à considérer la prise de risque (financier) comme consubstantielle au profit. Aussi, s'interroge-t-elle sur ce qui a bien pu conduire à une telle « rupture historique de la finance avec les valeurs capitalistes traditionnelles » ?

Cette rupture est d'ailleurs très concrète et ne se cantonne pas aux seules théories ou représentations. Ainsi, au Royaume-Uni, pays emblématique de l'emprise de la finance et où l'auteur a particulièrement enquêté, depuis le début des années 2010, une réglementation contraint les dirigeants des entreprises cotées en bourse à « identifier leur exposition au risque » (p. 7). Alexandra Ouroussoff enquête alors auprès des industriels concernés pour savoir comment ils envisagent de mettre en œuvre cette injonction. Tous sont convaincus qu'« il est impossible de prédire l'avenir avec une précision suffisante » et que le risque est tout sauf calculable. Et pourtant, tous cherchent à mériter une bonne note – c'est-à-dire à obtenir le titre d'*investment grade* – pour ne pas voir la valeur des actions de leur entreprise chuter. Aussi se conforment-ils aux attentes et aux exigences des agences de notation, dites *Credit Rating Agencies*.

En se conformant, au moins en apparence, au dogme de la calculabilité des risques, les industriels prennent des mesures concrètes, vérifiables, pour rapprocher le fonctionnement de leur firme des canons de la « bonne gestion » portés par les analystes. En retour, ces analystes, non seulement se voient renforcer dans la conviction qu'ils ont raison – qu'ils ont la *Raison* pour eux –, mais surtout ils considèrent les pertes financières des groupes comme le résultat d'erreurs de gestion de leurs dirigeants : puisque le risque est calculable, il est donc possible

¹ Traduction de Ouroussoff A., *Wall Street at War. The Secret Struggle for the Global Economy*, Cambridge, Polity Press, 2010.

de l'anticiper, de le réduire ; si des pertes sont constatées, c'est que les dirigeants n'ont pas su prendre les mesures pertinentes.

Un cercle se met alors en place. D'un côté, les dirigeants des grands groupes cotés réorganisent leurs firmes pour demeurer *investment grade* (avoir un triple A ou à la rigueur un triple B), répondant aussi en cela à la pression de leurs actionnaires dominants : ils vont, par exemple, choisir de développer des projets moins « risqués » et abandonner d'autres réputés moins prévisibles ; d'autres vont créer de toutes pièces des départements entiers pour produire les documents attendus par les agences de notation ; certains dirigeants créent des postes de « chef de projet du risque », dont le rôle est d'insuffler chez les cadres supérieurs l'esprit de la maîtrise du risque ; ils vont également réduire leurs effectifs, accentuer l'intensification du travail, etc.

De leur côté, les analystes voient dans cette docilité, la preuve que leurs propres anticipations sont pertinentes, ce qui les encourage à enjoindre les industriels à se conformer aux pratiques de gestion « sans risque » et à adopter certains comportements prévisibles. Notons, au passage, que cette injonction à réduire l'incertitude pesant sur la production appartient à la logique de rationalisation des organisations, au cœur de la pensée technicienne, telle que l'ont théorisée et mis en pratique Taylor ou Ford par exemple. Convaincus que leurs critères d'évaluation sont neutres et dérivés des principes universels acceptés par la communauté des capitalistes, persuadés de « mesurer » l'efficacité des dirigeants, les analystes ne comprennent pas pourquoi ces derniers vivent l'évaluation à laquelle ils les soumettent comme une ingérence violente.

Et c'est ce qui intéresse tout particulièrement l'auteur : il y a au cœur même du capitalisme une tension, un conflit entre le versant « financier » et le versant « productif », conflit fondé sur deux conceptions irréconciliables de la dynamique du profit. Aussi s'efforce-t-elle, avec une grande honnêteté intellectuelle, de recueillir le point de vue des deux camps, de les pousser dans leurs derniers retranchements, de les confronter aux arguments adverses. Comment rendre compte de la perpétuation de ce manque de dialogue, déni buté de la réalité chez les uns, dissimulation et soumission chez les autres ?

Si les analystes refusent de voir le monde (économique) tel qu'il est, avec ses incertitudes inhérentes, c'est, nous dit Alexandra Ouroussoff, parce qu'ils contribuent à le transformer. Quant aux dirigeants, leur point de vue est reflété par cette sentence d'un PDG : « le principe de base de l'analyse de crédit, c'est d'instiller en nous la peur de perdre l'intérêt des investisseurs » (p. 76). Ainsi, la réglementation de la Bourse londonienne fait obligation aux dirigeants des firmes cotées d'apporter la preuve qu'ils mettent en place les mesures nécessaires pour « maintenir un ratio de liquidités suffisantes (sous forme d'argent ou d'actifs rapides à convertir en argent) pour pouvoir faire face au futur passif » (p. 19). Dès lors, les analystes et les dirigeants des agences de notation ne sont-ils pas les véritables gouvernants de l'économie ? N'en va-t-il d'ailleurs pas de même à propos des politiques macro-économiques des États dont la dette est « notée », et dont les peuples sont sommés d'appliquer des mesures dites « structurelles » jugées indispensables ?

Pour Alexandra Ouroussoff, cette dynamique de prise de pouvoir par les analystes est notamment permise par le développement parallèle de deux systèmes de croyances.

- D'un côté, les dirigeants des entreprises manufacturières continuent à penser que la source du profit est dans l'innovation et que l'on ne peut pas chercher à « innover » sans faire de pari sur l'avenir, sans prendre le risque de perdre de l'argent (goût du risque que J. Schumpeter considérait comme l'une des caractéristiques essentielles de l'entrepreneur)². Ils sont même convaincus que les exigences imposées par les analystes ne peuvent que saper le moteur du capitalisme. Aussi mettent-ils en œuvre des « tactiques et des stratégies spécialisées visant à

² Schumpeter (J.), 1911, *La théorie de l'évolution économique, recherches sur le profit, l'intérêt et le cycle de la conjoncture*, Dalloz, 1983.

préservent la fiction selon laquelle le risque est calculable. Des départements entiers sont dédiés à la production de données destinées à démontrer que les hypothèses des analystes rendent effectivement justice à la réalité : « Avant, nous avions l'habitude de mentir [aux analystes] pendant 20 % du temps, maintenant, c'est pendant 80 % » résume ainsi un dirigeant (p. 27). Dans certaines multinationales, on n'hésite pas à « construire la fiction d'une solution de continuité dans les principes d'investissement » (p. 92). C'est même devenu « une industrie en soi, une partie de l'infrastructure de l'entreprise. (...) Pour prouver aux analystes la bonne adaptation des stratégies aux critères exigés, (...) les cadres n'ont d'autre choix que de fabriquer des preuves de leur orthodoxie, (...) au point qu'il ne reste quasiment plus de traces d'un quelconque désaccord de principe » (p. 92). Mais pourquoi privilégient-ils ce marché de dupe, cette hypocrisie systémique ? Selon l'auteur, c'est par peur d'être exclus de la sphère d'influence dans le champ de la finance... et puis aussi parce qu'ils ont déjà trop « triché ».

- D'un autre côté, les analystes considèrent leurs demandes vis-à-vis des dirigeants comme la simple émanation de la logique, de la rationalité : il n'est rationnel d'investir qu'à condition de connaître avec précision le risque de perte à un certain horizon. Ils sont d'ailleurs persuadés qu'ils peuvent calculer précisément les taux de perte des firmes. C'est ainsi que, pour attribuer le triple A, le risque de perte ne doit pas être supérieur à 5 %, pour la note triple B, c'est 12 %.

Mais, plus que la garantie de maîtriser une science – la science du risque ? –, ce qui caractérise les analystes, semble plutôt de l'ordre de la foi³ : foi dans leurs modèles mathématiques, foi dans leur capacité à « garantir la viabilité future d'une entreprise » (p. 44). Cette foi, qui rapproche l'activité de l'analyste de celle d'un missionnaire, est inébranlable : « rien, pas même l'effondrement du capitalisme lui-même ne peut remettre en question "la méthode" et le statut des axiomes sous-jacents. Non seulement les crises et l'incapacité à les prévoir n'invalident pas la méthode, mais il semblerait qu'elles n'autorisent même pas à l'examiner » (p. 58). Et en effet, convaincus que leurs critères d'appréciation du risque sont neutres, les analystes pensent que « toute opposition à ces critères ne peut être qu'un signe d'incompétence ou d'irresponsabilité » (p. 69). Ainsi est justifié l'emploi des dispositifs de gestion du risque que les analystes mettent en place. Ces outils, fondés sur la maîtrise de fonctions mathématiques sophistiquées et de logiciels permettant d'en calculer la valeur, leur apparaissent comme le meilleur moyen pour se mettre à distance des penchants irrationnels de la nature humaine.

Un autre intérêt du livre d'Alexandra Ouroussoff est de souligner que la force (des convertis) communiquée par la foi permet aux analystes de contraindre les dirigeants des firmes multinationales de changer le monde économique. En effet, tout d'abord, le texte sacré sur lequel les analystes fondent leur doctrine – que l'auteur qualifie de rationaliste (voire de moral-rationaliste) – se décline en trois dogmes : a) l'économie globale est hiérarchisée selon le degré de prévisibilité du risque des firmes ; b) ce n'est plus la concurrence par les prix qui explique la dynamique du capitalisme, mais ce sont les « activités stratégiques destinées à éliminer le hasard » (p. 47) ; c) il existe une sorte d'idéal-type de l'entreprise profitable car parfaitement prévisible en matière de risques financiers.

Ce type d'entreprise doit être le plus globalisé possible, spécialisé sur un seul type de produit, chaque zone du monde étant elle-même spécialisée dans un type d'activité. Par leurs avis, leurs notes, leurs audits, les analystes « canalisent les flux d'investissement dans les domaines pour lesquels il est possible de calculer des probabilités déterminées, ce qui, du même coup, augmente la probabilité que leurs prévisions se révèlent exactes » (p. 46).

3 On ne peut pas manquer de faire le parallèle avec l'analyse que développe Albert Ogien à propos de la mise en œuvre de la LOLF dans l'administration française. L'auteur parle à ce propos du caractère sacré du recours aux données statistiques, ce qui prémunit la pensée gestionnaire de toute critique et l'action des dirigeants publics de tout doute. Ogien Albert, *Désacraliser le chiffre dans l'évaluation du secteur public*, Versailles, Editions Quae, 2013, 119 p. Voir notre recension dans *Les Cahiers Internationaux de Sociologie de la Gestion*, n°11, avril 2013.

À force d'orienter les capitaux vers les firmes sur lesquelles ils ont le plus de visibilité, les analystes, par leurs exigences répétées, « créent un domaine dans lequel la contingence – la distribution du hasard -- peut être contrôlée » (p. 47). Ce modèle aussi discutable que robuste, aussi arbitraire qu'il permet de transformer le monde, leur sert simultanément d'écran pour les empêcher de comprendre les pratiques des dirigeants et de tenir compte de la « résistance du réel » (les crises).

Certes, comme le montre l'auteur tout particulièrement au chapitre 6, tous les analystes ne sont pas hypnotisés par leurs propres modèles : certains, conscients de la perversité du système qu'ils ont contribué à mettre en place, ont su anticiper sur la crise des *subprimes* de 2007-2008 : semblant « terrorisés par les conséquences de leur propre activité, qu'ils considèrent comme essentiellement destructrice » (p. 121). Malgré tout, les enjeux sont si importants qu'ils préfèrent continuer à bluffer, tout en se ménageant des solutions de repli personnelles indépendantes de la fluctuation des marchés financiers.

Ajoutons que l'une des qualités de cet ouvrage, c'est aussi de montrer comment s'imbriquent les aspects quantifiés, calculés, instrumentalisés des activités financières et les dimensions psychologiques, voire psychosomatiques : car les patrons d'industrie, les directeurs financiers, tout comme d'ailleurs les analystes, demeurent des êtres humains, dotés d'un corps, qui précisément se défend contre ce qu'ils vivent comme une contradiction majeure. L'auteur décrit en effet les contextes dans lesquels elle recueille les confidences de ses informateurs, et fait le récit des péripéties qui jalonnent son enquête, péripéties souvent dues aux affections et pathologies dont souffrent les dirigeants qu'elle a interviewés.

Aussi riches et fins soient-ils, les apports d'un tel ouvrage, ne peuvent pas suffire à dresser un portrait exhaustif des dynamiques à l'œuvre dans le champ économique contemporain. Ils doivent être complétés par la prise en compte d'autres dimensions, selon une perspective « génétique » (Bourdieu) comme, par exemple, la sociogenèse des institutions financières et celle des décisions politiques qui les ont rendues possibles, ou encore l'emprise même de la finance sur l'économie et les stratégies des grandes banques, sans oublier le perfectionnement incessant des dispositifs de gestion lui-même permis par des investissements jugés rentables.

Un ouvrage précieux, par ses résultats et sa méthode, qui confirme, à sa manière pointilleuse, combien la rationalité gestionnaire est truffée de contradictions, contestée en son sein, repose sur des croyances que renforcent les intérêts personnels des professionnels du secteur financier. On pourra y voir soit une puissante « critique interne » du fonctionnement de l'industrie financière, soit une manière de naturaliser des pratiques profondément destructrices pour les sociétés, l'environnement et l'avenir de l'humanité.